

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 833

[C – 2012/27033]

9 FEVRIER 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à diverses mesures d'exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.140, § 1^{er}, et D.147;

Vu le décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires, les articles 5/1, 6 et 9, modifié par le décret du 26 octobre 2011;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'avis 49.157/4 du Conseil d'Etat, donné le 31 janvier 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis 50.712/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté a notamment pour objet de :

1^o fixer les modalités d'agrément des personnes, laboratoires ou organismes publics ou privés qui peuvent être chargés :

a) de tester ou contrôler des appareils ou des établissements susceptibles de produire des rayonnements non ionisants;

b) de tester ou contrôler des appareils destinés à atténuer ou absorber des rayonnements non ionisants;

2^o déterminer les modèles de protocole de mesures et les modalités relatives à l'établissement et au contenu des rapports établis par les personnes, les laboratoires ou les organismes publics ou privés agréés.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : le décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires;

2^o laboratoire : toute personne, tout organisme public ou privé ou tout laboratoire remplissant une des missions visées à l'article 1^{er};

3^o administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie représentée par son directeur général;

4^o courbe d'iso-valeur : la courbe le long de laquelle l'immission produite par une antenne émettrice stationnaire est constante dans un plan choisi. Le tracé de cette courbe dépend des caractéristiques techniques de l'antenne émettrice stationnaire (y compris la puissance délivrée à son entrée, etc.) et du plan choisi;

5^o occupant : pour les lieux d'habitation (maisons et appartements), il s'agit de toute personne occupant le lieu, à titre de propriétaire ou de locataire, lors de la campagne de mesures. Pour les autres lieux de séjours (lieux de travail, zones dévolues aux sports, hôpitaux, écoles, etc.), il s'agit du propriétaire ou du responsable du lieu (directeur, gérant, etc.);

6^o Ministre : le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

TITRE II. — Des modalités d'agrément des laboratoires

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Art. 3. L'agrément des laboratoires est accordé par l'administration aux conditions fixées par le présent arrêté pour une durée de cinq ans.

Art. 4. L'agrément est accordé pour une ou plusieurs des catégories suivantes :

1^o test ou contrôle des appareils ou des établissements susceptibles de produire des rayonnements non ionisants en vue de vérifier s'ils respectent le décret;

2^o test ou contrôle des appareils destinés à atténuer ou absorber des rayonnements non ionisants.

CHAPITRE II. — *Critères conditionnant l'agrément*

Art. 5. Le demandeur d'agrément démontre, au moins par une fiche technique, qu'il dispose, au minimum, des appareils et des logiciels de simulation décrits ci-après, disponibles en pleine propriété ou à tout autre titre lui conférant la disposition ou la jouissance continue :

1° un équipement de mesure sélectif répondant aux exigences définies au paragraphe 8.2.2 (exigences relatives aux systèmes de mesures sélectifs en fréquence) de la norme EN 50492 ou de ses révisions. L'équipement de mesure devra couvrir la bande de fréquences dans laquelle émettent les antennes émettrices stationnaires à contrôler;

2° un ordinateur;

3° un logiciel permettant de tracer des courbes d'iso-valeur en fonction des caractéristiques techniques de l'antenne émettrice stationnaire considérée. Ce logiciel est basé sur les équations de propagation en champ éloigné communément admises et prend en compte l'éventuel caractère directif de l'antenne émettrice stationnaire.

Art. 6. L'équipement de mesure visé à l'article 5, 1°, est étalonné et réglé conformément aux exigences définies au paragraphe 8.2.2.3 (étalonnage et réglage) de la norme EN 50492 ou de ses révisions. La périodicité de l'étalonnage est celle préconisée par le constructeur, mais ne pourra être supérieure à deux ans.

Art. 7. Le demandeur d'agrément établit qu'il dispose, lui-même ou un membre de son personnel technique, d'un master en sciences de l'ingénieur civil ou en sciences de l'ingénieur industriel ayant l'une des finalités suivantes :

1° Electricité;

2° Electronique;

3° Electromécanique;

4° Physique;

5° Télécommunications;

6° Polytechnique.

Le diplôme peut également être un diplôme équivalent, antérieur à la délivrance du titre de Master.

La personne titulaire d'un diplôme visé aux alinéas 1^{er} et 2 atteste d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans un bureau, un organisme ou un service effectuant des campagnes de mesures sur site ou étudiant les effets des rayonnements non ionisants.

Art. 8. Le demandeur d'agrément, ni aucun membre de son personnel technique, ne peut avoir d'intérêt direct dans une entreprise agissant dans les domaines d'activité suivant :

1° la fabrication ou le commerce de matériel destiné à atténuer ou absorber les rayonnements non ionisants;

2° l'exploitation d'antennes émettrices stationnaires.

Le demandeur d'agrément s'engage à réaliser et réalise les tests et les contrôles en faisant preuve de toute l'impartialité et l'objectivité requises pour l'accomplissement de ses missions.

CHAPITRE III. — *Procédure d'octroi d'agrément*

Art. 9. La demande d'agrément est introduite auprès de l'administration, en un exemplaire, au moyen d'un formulaire dont le modèle figure en annexe 1^{re}.

Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande d'agrément est introduite au plus tard six mois avant le terme de l'agrément en cours.

Art. 10. La demande d'agrément comporte les mentions et les documents suivants :

1° les dénomination et adresse du demandeur;

2° s'il s'agit d'une personne morale, son identification précise et l'adresse du greffe du tribunal de commerce où est tenu son dossier;

3° les titres, qualifications et références du demandeur, ou du personnel technique lié au demandeur par un contrat d'emploi ainsi que de ses sous-traitants éventuels;

4° les moyens techniques visés à l'article 5;

5° la ou les catégories visées à l'article 4 pour lesquelles il sollicite l'agrément;

6° le cas échéant, un rapport d'activité succinct couvrant les trois dernières années et mentionnant la liste des études et travaux effectués dans les différents domaines de l'électromagnétisme;

7° une déclaration sur l'honneur certifiant que le demandeur ni aucun membre de son personnel n'ont d'intérêt direct dans une entreprise réalisant la fabrication ou le commerce de matériel destinés à atténuer ou absorber les rayonnements non ionisants ou exploitant des antennes émettrices stationnaires et, où le demandeur d'agrément s'engage à réaliser les tests et les contrôles en faisant preuve de toute l'impartialité et l'objectivité requises pour l'accomplissement de ses missions;

8° lorsque le demandeur est déjà soumis à des exigences et des contrôles équivalents ou essentiellement comparables en raison de leur finalité aux conditions d'octroi de l'agrément visé par le présent arrêté en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne, les pièces justificatives démontrant que son titre est équivalent à l'agrément ainsi que les dispositions de droit en vertu desquelles le titre a été obtenu.

Art. 11. La demande d'agrément est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'article 10.

Par ailleurs, la demande est irrecevable si :

1° elle a été introduite en violation des articles 9, alinéas 1^{er} et 30;

2° elle est déclarée incomplète à deux reprises;

3° le demandeur ne fournit pas les renseignements ou documents demandés dans le délai prévu par l'article 12, § 2, alinéa 2.

Art. 12. § 1^{er}. L'administration envoie un accusé de réception au demandeur d'agrément dans un délai de dix jours ouvrables à dater du jour où elle reçoit la demande conformément à l'article 9.

L'accusé de réception indique :

- 1° la date à laquelle la demande a été reçue;
- 2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;
- 3° les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter;
- 4° la mention qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'agrément est refusé.

§ 2. L'administration envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de vingt jours à dater du jour où elle a envoyé l'accusé de réception visé au § 1^{er}.

Si la demande est incomplète, l'administration indique au demandeur les renseignements et documents manquants. Le demandeur dispose alors de vingt jours à dater de la réception de la décision visée à l'alinéa précédent pour fournir à l'administration les compléments demandés.

Dans les vingt jours suivant la réception des compléments, l'administration envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'administration estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable.

Art. 13. L'administration envoie sa décision au plus tard dans les soixante jours à dater :

- 1° du jour où elle a envoyé sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande;
- 2° à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Art. 14. La décision indique les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

A défaut d'envoi de sa décision dans les délais prévus à l'article 13, l'agrément est refusé.

La décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

La liste des agréments est publiée sur le site Internet de l'administration.

Art. 15. En cas de modification d'un ou de plusieurs éléments que comporte la demande d'agrément, tels que visés à l'article 10, le titulaire de l'agrément est tenu d'en aviser sans délai l'administration.

CHAPITRE IV. — *Modification, suspension et retrait d'agrément*

Art. 16. L'agrément peut être modifié, retiré ou suspendu lorsque :

- 1° un ou plusieurs éléments que comporte la demande d'agrément, tels que visés à l'article 10, subissent des modifications dont la nature pourrait le justifier;
- 2° les critères conditionnant l'agrément ne sont plus remplis;
- 3° les études et travaux sont jugés de qualité insuffisante ou ne témoignent pas, dans le chef du titulaire de l'agrément, de toute l'impartialité et l'objectivité requises pour l'exercice des missions pour lesquelles il a été agréé.

Art. 17. § 1^{er}. L'administration informe le titulaire de l'agrément de son intention de suspendre ou de retirer l'agrément octroyé et lui communique :

- 1° les motifs qui justifient la mesure envisagée;
- 2° que le titulaire de l'agrément a la possibilité d'exposer, par écrit, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de l'avertissement, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander à l'administration la présentation orale de sa défense;
- 3° que le titulaire de l'agrément a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;
- 4° que le titulaire de l'agrément a le droit de consulter son dossier.

L'administration détermine, le cas échéant, le jour où le titulaire de l'agrément est invité à exposer oralement sa défense.

§ 2. L'administration envoie sa décision au titulaire de l'agrément dans les soixante jours à dater, suivant le cas, soit de la réception de ses moyens de défense, soit à dater du jour de la présentation de sa défense.

La décision indique les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

Art. 18. La décision de retrait, de suspension ou de modification de l'agrément est publiée de la façon prévue à l'article 14, alinéas 3 et 4.

TITRE III. — *Coordination, protocole des mesures et rapport*CHAPITRE 1^{er}. — *Coordination*

Art. 19. Le service désigné en vertu des articles 5/1 et 6 du décret est l'administration.

Avant de demander un rapport établissant le respect de la limite d'immission, la ou les communes concernées ou le fonctionnaire chargé de la surveillance, envoie, par voie électronique, leur demande à l'administration. Cette demande indique notamment la localisation exacte et la référence de l'antenne émettrice stationnaire.

Art. 20. L'administration vérifie que l'antenne émettrice stationnaire visée ne fait pas déjà l'objet d'une demande de rapport par une autre instance ou n'a pas fait l'objet d'un rapport dont la durée de validité n'a pas expiré. L'administration envoie sa décision sur la poursuite ou non de la procédure de demande dans les vingt jours qui suivent la réception de la demande.

CHAPITRE II. — *Protocole de mesure*

Art. 21. Sans préjudice de l'article 4 du décret, l'immission d'une antenne émettrice stationnaire est mesurée selon la procédure décrite aux paragraphes 6.3.3 (cas B) et 9 (procédure de mesure) de la norme EN 50492 ou de ses révisions.

Dans le cas des antennes émettrices stationnaires des réseaux de téléphonie mobile, l'immission est mesurée selon la procédure décrite au paragraphe 10 (évaluation de l'amplitude du champ lors du trafic maximal d'un réseau cellulaire) de la norme EN 50492 ou de ses révisions.

Art. 22. Pour déterminer une probabilité de dépassement de la limite d'immission à l'intérieur, le laboratoire peut mesurer l'immission à l'extérieur des lieux de séjour les plus exposés. Si nécessaire, il peut s'aider des courbes d'iso-valeurs de l'antenne émettrice stationnaire à contrôler pour déterminer ces lieux de séjour.

En cas de risque de dépassement dans un lieu de séjour, le laboratoire demande à l'occupant l'autorisation d'y effectuer des mesures.

Art. 23. Le laboratoire effectue les mesures dans les lieux de séjour les plus exposés présentant un risque de dépassement et ce jusqu'à pouvoir certifier que la valeur limite visée à l'article 4 du décret est ou n'est pas respectée.

Art. 24. Dans les lieux de séjour, les mesures sont prises du côté exposé du lieu de séjour et tiennent compte des potentiels points faibles dans la façade (fenêtres) et des emplacements susceptibles d'accueillir une personne durant plusieurs heures (lits, fauteuils, etc).

Art. 25. En cas d'impossibilité d'accéder au lieu de séjour pour des raisons telles que le refus d'accès ou des demandes d'accès répétées restées sans réponse, le niveau d'immission est déterminé à partir de mesures prises sur la face extérieure exposée du lieu de séjour.

L'un des coefficients d'atténuation suivants peut être utilisé afin de tenir compte de la protection offerte par certains obstacles telle qu'une façade ou une toiture.

Obstacles	Atténuation en dB (Att)	Coefficient d'atténuation du champ
Mur ou toit en béton armé, façade ou toiture en métal	15	5,6
Mur en briques	5	1,8
Fenêtre	3	1,4

CHAPITRE III. — *Rapport*

Art. 26. § 1^{er}. Lorsque le rapport est établi pour déterminer le respect de la valeur limite en vertu de l'article 6 du décret, les résultats de la campagne de mesures et toutes les informations nécessaires pour l'interprétation de l'évaluation sont présentés conformément au modèle déterminé à l'annexe 2.

§ 2. Le rapport établi dans le cadre d'un test ou d'un contrôle d'appareils destinés à atténuer ou absorber des rayonnements non ionisants comprend au minimum :

- a) le nom du laboratoire chargé du test ou du contrôle;
- b) le nom du préposé responsable de la campagne de test ou de contrôle;
- c) la marque et le type d'équipement de mesure utilisé;
- d) une description du lieu où la campagne de mesures est effectuée (laboratoire, site où la protection est installée, etc.);
- e) si utilisé, une description du système pour reproduire les rayonnements non ionisants d'une antenne émettrice stationnaire;
- f) la marque et le type de système de protection testé ainsi que le nom et l'adresse du fabricant;
- g) une description du système de protection et de son fonctionnement;
- h) une description du protocole de mesures pratiqué;
- i) un diagramme présentant les mesures, si possible permettant une comparaison « avant/après » mise en place du système de protection;
- j) un schéma en vue du dessus représentant la disposition de la source d'onde, du système de protection et de l'équipement de mesure;
- k) un tableau reprenant les différentes valeurs mesurées;
- l) un schéma en vue de côté représentant les différentes courbes d'iso-valeurs qui sont estimées nécessaires à la compréhension de l'exposé;
- m) les conclusions quant à la capacité du système de protection d'atténuer ou d'absorber les rayonnements non ionisants.

Art. 27. Les résultats de la campagne de mesures sont envoyés à l'exploitant de l'antenne émettrice stationnaire au plus tard dans les soixante jours qui suivent la demande de rapport.

L'exploitant dispose de quinze jours à dater de la réception des résultats pour faire valoir ses observations par écrit ou pour participer à une audition avec le laboratoire. Après l'audition, le laboratoire établit un rapport d'audition.

Lorsque les observations de l'exploitant sont fondées, le laboratoire réexamine son rapport.

Le rapport final, assorti des observations de l'exploitant et, le cas échéant, du procès-verbal de l'audition est envoyé à la ou les communes concernées, au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'exploitant.

Art. 28. Tout rapport rédigé sur la base de l'article 6 du décret est envoyé à l'administration, sous format électronique pdf.

Art. 29. Les rapports établis pour le Ministère de la Défense, le réseau ASTRID, la SNCB Holding et Belgocontrol ne font l'objet d'aucune publicité et d'envoi au(x) commune(s) concernée(s). Dans ce cas, le laboratoire envoie à ces dernières dans le délai visé à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 4, du décret, l'information selon laquelle l'antenne émettrice stationnaire respecte ou non la limite d'immission visée à l'article 4 du décret.

TITRE IV. — *Calcul des délais et modes de communication*

Art. 30. Pour l'application du présent arrêté, les modes de communication suivants sont utilisés :

1° lettre recommandée avec accusé de réception;

2° la signification par exploit d'huissier;

3° dépôt contre récépissé.

Lorsque le jour de la réception d'un acte constitue le point de départ d'un délai, il n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

TITRE V. — *Contrôle*

Art. 31. Le responsable du laboratoire agréé autorise, à tout moment, l'accès des locaux aux agents de l'administration.

Il communique aux agents de l'administration, sur demande, tous renseignements relatifs aux méthodes et aux techniques mises en œuvre.

TITRE VI. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

Art. 32. Les demandes de rapports peuvent être adressées à l'ISSeP et traitées par ce dernier tant qu'aucun laboratoire n'a obtenu son agrément.

Art. 33. Dans l'article R. 87 de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, il est inséré un 11° rédigé comme suit : « le décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires. »

Art. 34. Dans le même Code, il est inséré un article R. 93bis rédigé comme suit : « Les agents de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement appartenant au Département de la Police et des Contrôles sont chargés de rechercher et de constater les infractions au décret du 3 avril 2009 relatif à la protection de l'environnement contre les effets nocifs provoqués par les rayonnements non-ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires. »

Art. 35. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 février 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE 1.

Formulaire de demande d'agrément en matière de rayonnements non ionisants

A renvoyer à l'adresse suivante :

Directeur général, DGARNE
Avenue Prince de Liège, 15
5100 Jambes

Cadre réservé à l'administration

Dossier n° :

Remarques :

1. Identification du demandeur :

Dénomination :

Adresse : Rue : N° : bte :

Code postal : Localité :

Commune :

Tél. Bureau : Fax bureau :

Personne assurant la direction du laboratoire :

Nom, prénom :

Adresse : Rue : N° : bte :

Code postal : Localité :

Commune :

Tél. Bureau : Fax bureau :

Tél. Privé : Tél. mobile

2. Catégories d'agrément :

L'agrément est sollicité pour les matières suivantes (*) :

1° test ou contrôle des appareils ou des établissements susceptibles de produire des rayonnements non ionisants en vue de vérifier s'ils respectent le décret :

OUI NON

2° test ou contrôle des appareils destinés à atténuer ou absorber des rayonnements non ionisants :

OUI NON

3. Renseignement à fournir en annexe :

a) Locaux disponibles (bureaux, laboratoires, salles spécifiques), en distinguant :

- locaux dont le demandeur est propriétaire ;
- locaux dont le demandeur est détenteur à tout autre titre lui conférant la disposition ou la jouissance continue, en distinguant la durée de cette disposition ou jouissance continue ;

b) Matériel ou appareillages disponibles, recouvrant le matériel de mesure sélectif et le matériel informatique, et distinguant :

- le matériel dont le demandeur est propriétaire ;
- le matériel dont le demandeur est détenteur à tout autre titre lui conférant la disposition ou la jouissance continue, en distinguant la durée de cette disposition ou jouissance continue ;

c) Les logiciels de simulation spécifiques ;

d) Les titres, qualifications ou références du demandeur ainsi que, le cas échéant, du personnel technique lié au demandeur par contrat d'emploi et de ses sous-traitants ;

e) Le cas échéant, le rapport d'activité succinct couvrant les trois dernières années et mentionnant la liste des études et travaux réalisés dans les différents domaines de l'électromagnétisme ;

f) lorsque le demandeur est déjà soumis à des exigences et des contrôles équivalents ou essentiellement comparables en raison de leur finalité aux conditions d'octroi de l'agrément visé par le présent arrêté en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne, les pièces justificatives démontrant que son titre est équivalent à l'agrément ainsi que les dispositions de droit en vertu desquelles le titre a été obtenu.

4. Déclaration sur l'honneur :

Le demandeur certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus et fournis en annexe sont exacts et que ni lui-même ni aucun membre de son personnel technique n'ont d'intérêt direct dans une entreprise réalisant la fabrication ou le commerce de matériel destiné à atténuer ou absorber les rayonnements non ionisants ou exploitant des antennes émettrices stationnaires. Le demandeur s'engage à faire preuve de toute l'impartialité et l'objectivité requises pour l'accomplissement de ses missions.

Date, nom, prénom et signature du demandeur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2012 relatif à diverses mesures d'exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires.

Namur, le 9 février 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ANNEXE 2.

Logo et adresse du laboratoire

Date

**RAPPORT DE CONTROLE ET DE MESURE
DES RAYONNEMENTS NON IONISANTS
GENERES PAR DES ANTENNES
EMETTRICES STATIONNAIRES**

Commune : - Exploitant :

Référence exploitant :

Table des matières

1. Préambule

2. Norme appliquée

3. Procédure de contrôle et de mesure

4. Equipements utilisés

5. Antennes émettrices stationnaires faisant l'objet des contrôles et mesures

6. Détection des fréquences rayonnées par l'installation

7. Intensité du rayonnement électromagnétique dans les lieux de séjour

7.1 Mesures prises directement dans les lieux de séjour

7.2 Champ dans les lieux de séjour déduit d'une mesure indirecte

7.3 Aucun lieu de séjour à proximité immédiate des antennes émettrices stationnaires

8. Conclusions

Observations :

7.2 Champ dans les lieux de séjour déduit d'une mesure indirecte

Tableau 4. Champ électromagnétique déduit d'une mesure indirecte

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Localisation du lieu de mesure et repère	Champ maximum par antenne au lieu de mesure	Réseau	Antenne	Hauteur du lieu de mesure	Lieu de séjour	Type(s) de correction	Correction totale	Champ maximum par antenne dans le lieu de séjour
Unités :	V/m	-	-	m	-	-	dB	V/m

Observations :

7.3 Aucun lieu de séjour à proximité immédiate des antennes

Tableau 6. Champ électromagnétique en divers lieux accessibles

1	2	3	4
Localisation du lieu de mesure et repère	Champ maximum par antenne au lieu de mesure	Réseau	Antenne
Unités :	V/m	-	-

Observations :

8. Conclusions

[En cas de dépassement, peut comprendre d'éventuelles propositions de modifications à apporter pour assurer le respect des valeurs limites]

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2012 relatif à diverses mesures d'exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à la protection contre les éventuels effets nocifs et nuisances provoqués par les rayonnements non ionisants générés par des antennes émettrices stationnaires.

Namur, le 9 février 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 833

[C — 2012/27033]

9. FEBRUAR 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung über verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.140, § 1, und D.147;

Aufgrund des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des am 31. Januar 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 49.157/4;

Aufgrund des am 4. Januar 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 50.712/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Allgemeines**Artikel 1** - Gegenstand des vorliegenden Erlasses ist insbesondere:

1° die Zulassungsmodalitäten der Personen, Laboratorien oder öffentlichen oder privaten Einrichtungen festlegen, die beauftragt sein können:

a) um Geräte oder Betriebe zu testen oder zu kontrollieren, die nicht ionisierende Strahlungen erzeugen könnten;

b) um Geräte zu testen oder zu kontrollieren, die dazu bestimmt sind, nicht ionisierende Strahlungen zu mindern oder zu absorbieren;

2° die Muster des Messprotokolls und die Modalitäten bezüglich der Erstellung und des Inhalts der von den Personen, Laboratorien oder zugelassenen öffentlichen oder privaten Betrieben verfassten Berichte festlegen.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 3. April 2009 über den Schutz gegen die etwaigen gesundheitsschädlichen Auswirkungen und die Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden;

2° Laboratorium: jede Person, jede öffentliche oder private Einrichtung oder jedes Laboratorium, die bzw. das eine der in Artikel 1 erwähnten Aufgaben erfüllt;

3° Verwaltung: die "Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement" (operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, vertreten durch ihren Generaldirektor;

4° Isokurve: die Kurve, entlang welcher die von einer ortsfesten Sendeantenne erzeugte Immission auf einer gegebenen Ebene konstant bleibt. Die Trasse dieser Kurve hängt von den technischen Merkmalen der ortsfesten Sendeantenne (einschließlich der an ihrem Eintritt abgegebenen Leistung, usw.) und der gegebenen Ebene ab;

5° Bewohner: für die Wohnorte (Häuser und Wohnungen) handelt es sich um jede Person, die während der Messkampagne den Ort als Eigentümer oder Mieter bewohnt. Für die anderen Aufenthaltsorte (Arbeitsplätze, für den Sport bestimmte Zonen, Krankenhäuser, Schulen, usw.) handelt es sich um den Eigentümer oder den Verantwortlichen des Ortes (Direktor, Geschäftsführer, usw.);

6° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

TITEL II — Zulassungsmodalitäten der Laboratorien**KAPITEL 1 — Allgemeines****Art. 3** - Die Zulassung der Laboratorien wird für eine Dauer von fünf Jahren von der Verwaltung zu den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen gewährt.**Art. 4** - Die Zulassung wird für eine oder mehrere der folgenden Kategorien gewährt:

1° Test oder Kontrolle der Geräte oder Betriebe, die nicht ionisierende Strahlungen verursachen könnten, um zu überprüfen, ob sie das Dekret beachten;

2° Test oder Kontrolle der Geräte, die dazu bestimmt sind, nicht ionisierende Strahlungen zu mindern oder zu absorbieren.

KAPITEL II — *Bedingungskriterien für die Zulassung*

Art. 5 - Der Antragsteller für die Zulassung erbringt wenigstens mittels eines technischen Merkblattes den Nachweis, dass er mindestens über die nachstehend beschriebenen Geräte und Simulationssoftwares verfügt, die als Volleigentum oder in jeder anderen Eigenschaft, die ihm die ununterbrochene Verfügbarkeit oder ein ununterbrochenes Nutzungsrecht gewähren, verfügbar sind:

1° ein selektives Messgerät, das den Anforderungen entspricht, die in Paragraph 8.2.2 (Anforderungen bezüglich der selektiven Messsysteme im Frequenzbereich) der Norm EN 50492 oder ihrer Revisionen bestimmt werden. Das Messgerät muss das Frequenzband decken, in dem die zu kontrollierenden ortsfesten Sendeantennen ausstrahlen;

2° ein Computer;

3° eine Software, mittels deren die Isokurven je nach den technischen Merkmalen der betreffenden ortsfesten Sendeantenne gezeichnet werden können. Diese Software beruht auf den allgemein anerkannten Ausbreitungsgleichungen im Fernfeld und berücksichtigt die eventuelle Ausrichtbarkeit der ortsfesten Sendeantenne.

Art. 6 - Das in Artikel 5, 1° erwähnte Messgerät wird gemäß den in Paragraph 8.2.2.3 (Eichung und Regelung) der Norm EN 50492 oder ihrer Revisionen festgelegten Anforderungen geeicht. Die Häufigkeit der Eichung ist diejenige, die vom Hersteller empfohlen wird, darf jedoch zwei Jahre nicht überschreiten.

Art. 7 - Der Antragsteller für die Zulassung erbringt den Nachweis, dass er selbst oder ein Mitglied seines technischen Personals über ein Masterdiplom in Wissenschaften des Zivilingenieurs oder in Wissenschaften des Industrieingenieurs mit folgenden Zweckbestimmtheiten verfügt:

1° Elektrizität;

2° Elektronik;

3° Elektromechanik;

4° Physik;

6° Telekommunikation;

6° Polytechnik.

Das Diplom kann auch ein gleichwertiges, vor der Ausstellung des Masterdiploms erhaltenes Diplom sein.

Die Person, die Inhaber eines der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Diplome ist, bescheinigt, dass sie über eine Berufserfahrung von mindestens drei Jahren in einem Büro, einer Einrichtung oder einem Dienst verfügt, wo Messkampagnen am Standort durchgeführt oder die Auswirkungen der nicht ionisierenden Strahlungen untersucht werden.

Art. 8 - Weder der Antragsteller für die Zulassung, noch eines der Mitglieder seines technischen Personals darf ein direktes Interesse an einem Unternehmen haben, das in den folgenden Bereichen tätig ist:

1° die Herstellung oder der Handel von Material, das dazu bestimmt sind, nicht ionisierende Strahlungen zu mindern oder zu absorbieren;

2° der Betrieb von ortsfesten Sendeantennen.

Der Antragsteller für die Zulassung verpflichtet sich, Tests und Kontrollen durchzuführen, und führt diese effektiv durch, indem er seine Unparteilichkeit und Objektivität beweist, die zur Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich sind.

KAPITEL III — *Verfahren zur Gewährung der Zulassung*

Art. 9 - Der Zulassungsantrag wird in einem Exemplar bei der Verwaltung mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage 1 angegeben wird, eingereicht.

Im Falle einer Zulassungserneuerung wird der Zulassungsantrag spätestens sechs Monate vor Ablauf der laufenden Zulassung eingereicht.

Art. 10 - Der Zulassungsantrag enthält folgende Angaben und Unterlagen:

1° Name und Anschrift des Antragstellers;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihre genaue Identifizierung und die Anschrift der Kanzlei des Handelsgerichts, in der ihre Akte geführt wird;

3° die Diplome, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers oder des durch einen Arbeitsvertrag an den Antragsteller gebundenen technischen Personals, sowie seiner eventuellen Subunternehmer;

4° die in Artikel 5 technischen Mittel;

5° die in Artikel 4 erwähnte(n) Kategorie(n), für die er eine Zulassung ersucht;

6° gegebenenfalls einen kurzen Tätigkeitsbericht, der die drei letzten Jahre deckt und der die Liste der in den verschiedenen Bereichen des Elektromagnetismus durchgeführten Studien und Arbeiten angibt;

7° eine ehrenwörtliche Erklärung, in der bescheinigt wird, dass weder der Antragsteller noch eines der Mitglieder seines Personals ein direktes Interesse an einem Unternehmen hat, das Material herstellt oder in den Handel bringt, das für die Minderung oder Absorption der nicht ionisierenden Strahlungen bestimmt ist, oder das ortsfeste Sendeantennen betreibt, und in der sich der Antragsteller für die Zulassung verpflichtet, bei der Durchführung der Tests und Kontrollen seine Unparteilichkeit und Objektivität zu beweisen, die zur Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich sind;

8° wenn der Antragsteller bereits Anforderungen und Kontrollen unterliegt, die wegen ihrer Zweckbestimmtheit mit den Bedingungen für die Gewährung der in dem vorliegenden Erlass erwähnten Zulassung in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union gleichwertig oder wesensmäßig vergleichbar sind: die Belegstücke, die den Nachweis erbringen, dass sein Diplom der Zulassung entspricht, sowie die Rechtsvorschriften, aufgrund deren das Diplom erteilt wurde.

Art. 11 - Der Zulassungsantrag ist unvollständig, wenn gemäß dem Artikel 10 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Außerdem ist der Antrag unzulässig, wenn:

1° wenn er unter Verstoß gegen die Artikel 9, Absatz 1, und 30 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal hintereinander als unvollständig erklärt wurde;

3° wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte oder Unterlagen nicht innerhalb der in Artikel 12, § 2, Absatz 2 vorgesehenen Frist übermittelt.

Art. 12 - § 1. Die Verwaltung schickt dem Antragsteller für die Zulassung innerhalb einer Frist von zehn Werktagen ab dem Tag, an dem sie den Antrag gemäß Artikel 9 erhält, eine Empfangsbestätigung zu.

In der Empfangsbestätigung werden angegeben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, innerhalb welcher der Beschluss gefasst werden muss;

3° die Rechtsmittel, die zuständigen Instanzen, die zu entscheiden haben, sowie die Formen und Fristen, die einzuhalten sind;

4° die Angabe, dass in Ermangelung einer Antwort innerhalb der vorgesehenen Frist die Zulassung als abgelehnt gilt.

§ 2. Innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Tag, an dem die Verwaltung die in §1 erwähnte Empfangsbestätigung übermittelt hat, sendet sie dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt die Verwaltung dem Antragsteller die fehlenden Auskünfte und Unterlagen an. Der Antragsteller verfügt danach über zwanzig Tage ab dem Erhalt des in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Beschlusses, um der Verwaltung die geforderten ergänzenden Unterlagen zu übermitteln.

Innerhalb von zwanzig Tagen nach Erhalt der ergänzenden Unterlagen übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags. Wenn die Verwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig.

Art. 13 - Die Verwaltung übermittelt ihren Beschluss spätestens sechzig Tage:

1° ab dem Tag, an dem sie ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags übermittelt hat;

2° mangels dessen, ab dem Tag nach Ablauf der Frist, über die sie verfügte, um ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu übermitteln.

Art. 14 - In dem Beschluss werden die Rechtsmittel, die zuständigen Instanzen, die zu entscheiden haben, sowie die Formen und Fristen, die einzuhalten sind, angegeben.

Falls die Einsendung des Beschlusses nicht innerhalb der in Artikel 13 vorgesehenen Fristen erfolgt, wird die Zulassung abgelehnt.

Der Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Liste der Zulassungen wird auf der Internet-Webseite der Verwaltung veröffentlicht.

Art. 15 - Im Falle einer Änderung eines oder mehrerer, in Artikel 10 erwähnten Elemente, die im Zulassungsantrag enthalten sind, ist der Zulassungsinhaber verpflichtet, dies unverzüglich zu melden.

KAPITEL IV — *Abänderung, Aussetzung und Entzug der Zulassung*

Art. 16 - Die Zulassung kann geändert, entzogen oder ausgesetzt werden:

1° wenn an einem oder mehreren, in Artikel 10 erwähnten Elementen, die im Zulassungsantrag enthalten sind, Änderungen vorgenommen werden, deren Art dies rechtfertigen;

2° wenn die Bedingungskriterien der Zulassung nicht mehr erfüllt sind;

3° wenn die Studien oder Arbeiten qualitätsmäßig als unzureichend beurteilt werden oder wenn sie nicht den Nachweis der völligen Unparteilichkeit und Objektivität seitens des Zulassungsinhabers, die für die Ausübung der Aufgaben, für die er zugelassen wurde, erforderlich sind, erbringen.

Art. 17 - § 1. Die Verwaltung setzt den Zulassungsinhaber von ihrer Absicht, die gewährte Zulassung auszusetzen oder zu entziehen, in Kenntnis und teilt ihm Folgendes mit:

1° die Gründe, die die in Aussicht genommene Maßnahme rechtfertigen;

2° dass dem Zulassungsinhaber die Möglichkeit gegeben ist, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag der Zustellung der Benachrichtigung seine Verteidigungsmittel schriftlich vorzubringen und dass er bei dieser Gelegenheit das Recht hat, bei der Verwaltung zu beantragen, seine Verteidigung mündlich vorzutragen;

3° dass der Zulassungsinhaber das Recht hat, sich von einem Berater unterstützen oder vertreten zu lassen;

4° dass der Zulassungsinhaber das Recht hat, seine Akte einzusehen.

Die Verwaltung bestimmt gegebenenfalls den Tag, an dem der Zulassungsinhaber aufgefordert wird, seine Verteidigung mündlich vorzutragen.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt dem Zulassungsinhaber innerhalb von sechzig Tagen je nach Fall entweder ab dem Erhalt seiner Verteidigungsmittel, oder ab dem Tag des Vortrags seiner Verteidigung, ihren Beschluss.

In dem Beschluss werden die Rechtsmittel, die zuständigen Instanzen, die zu entscheiden haben, sowie die Formen und Fristen, die einzuhalten sind, angegeben.

Art. 18 - Der Beschluss über den Entzug, die Aussetzung oder Abänderung der Zulassung wird in der in Artikel 14, Absätze 3 und 4 vorgesehenen Weise veröffentlicht.

TITEL III — *Koordinierung, Messprotokoll und Bericht*

KAPITEL 1 — *Koordinierung*

Art. 19 - Der aufgrund der Artikel 5/1 und 6 des Dekrets bezeichnete Dienst ist die Verwaltung.

Vor der Beantragung eines Berichts, in dem die Einhaltung der Immissionsgrenze nachgewiesen wird, sendet(n) die betroffene(n) Gemeinde(n) oder der mit der Überwachung beauftragte Beamte auf elektronischem Weg ihren bzw. seinen Antrag an die Verwaltung. In diesem Antrag werden insbesondere der genaue Ort und die Referenz der ortsfesten Sendeantenne angegeben.

Art. 20 - Die Verwaltung überprüft, dass die betroffene ortsfeste Sendeantenne nicht bereits Gegenstand eines Antrags auf einen Bericht durch eine andere Instanz ist oder nicht Gegenstand eines Berichts war, dessen Gültigkeitsdauer nicht abgelaufen ist. Innerhalb von zwanzig Tagen, die auf den Eingang des Antrags folgen, übermittelt die Verwaltung ihren Beschluss, ob das Verfahren weiterverfolgt wird oder nicht.

KAPITEL II — *Messprotokoll*

Art. 21 - Unbeachtet des Artikels 4 des Dekrets wird die Immission einer ortsfesten Sendeantenne nach dem in den Paragraphen 6.3.3 (Fall B) und 9 (Maßnahmenprotokoll) der Norm EN 50492 oder ihrer Revisionen beschriebenen Verfahren gemessen.

Im Falle der ortsfesten Sendeantennen der Mobiltelefonienetze wird die Immission gemäß dem in Paragraph 10 (Bewertung der Feldamplitude bei maximalem Verkehr auf einem Zellulernetz) der Norm EN 50492 oder ihrer Revisionen beschriebenen Verfahren gemessen.

Art. 22 - Um die Wahrscheinlichkeit einer Überschreitung der Immissionsgrenze im Innern zu bestimmen, kann das Laboratorium die Immission außerhalb der am meisten ausgesetzten Aufenthaltsorte messen. Falls nötig kann es die Isokurven der zu kontrollierenden ortsfesten Sendeantenne zu Hilfe nehmen, um diese Aufenthaltsorte zu bestimmen.

Im Falle des Risikos einer Überschreitung an einem Aufenthaltsort fragt das Laboratorium den Bewohner um die Erlaubnis, dort Messungen durchzuführen.

Art. 23 - Das Laboratorium führt die Messungen an den am meisten ausgesetzten Aufenthaltsorten durch, die ein Überschreitungsrisiko aufweisen, und zwar bis dass es bescheinigen kann, dass der in Artikel 4 erwähnte Höchstwert des Dekrets beachtet wird oder nicht.

Art. 24 - An den Aufenthaltsorten werden die Messungen an der ausgesetzten Seite des Aufenthaltsorts gemessen unter Berücksichtigung der potenziellen Schwachpunkte in der Fassade (Fenster) und der Stellen, an denen eine Person sich während mehrerer Stunden aufhalten könnte (Betten, Sessel, usw.).

Art. 25 - Falls es unmöglich ist, aus Gründen wie zum Beispiel der Zugangsverweigerung oder wiederholten, ohne Antwort gebliebenen Zugangsanträgen, den Aufenthaltsort zu erreichen, wird der Immissionspegel ab den Messungen bestimmt, die an der ausgesetzten Außenkante des Aufenthaltsorts durchgeführt werden.

Einer der nachstehenden Minderungskoeffizienten kann benutzt werden, um den durch manche Hindernisse, wie beispielsweise eine Fassade oder Bedachung, gebotenen Schutz zu berücksichtigen.

Hindernisse	Minderung in dB (Mind)	Minderungskoeffizient des Felds
Mauer oder Dach aus Stahlbeton, Fassade oder Dach aus Metall	15	5,6
Backsteinmauer	5	1,8
Fenster	3	1,4

KAPITEL III — *Bericht*

Art. 26 - § 1. Wenn der Bericht zur Bestimmung der Beachtung des Grenzwertes aufgrund des Artikels 6 des Dekrets verfasst worden ist, werden die Ergebnisse der Messkampagne und alle für die Interpretation der Bewertung erforderlichen Informationen gemäß dem in der Anlage 2 festgelegten Muster vorgestellt.

§ 2. Der im Rahmen eines Tests oder einer Kontrolle von Geräten, die dazu bestimmt sind, nicht ionisierende Strahlungen zu mindern oder zu absorbieren, verfasste Bericht enthält mindestens:

- a) den Namen des Laboratoriums, das mit dem Test oder der Kontrolle beauftragt ist;
- b) den Namen des Beauftragten, der für die Test- oder Kontrollkampagne verantwortlich ist;
- c) die Marke und den Typ des benutzten Messgeräts;
- d) eine Beschreibung des Ortes, an dem die Messkampagne durchgeführt wird (Laboratorium, Ort, an dem der Schutz installiert wurde, usw.);
- e) falls benutzt, eine Beschreibung des Systems zur Reproduktion der nicht ionisierenden Strahlungen einer ortsfesten Sendeantenne;
- f) die Marke und den Typ des getesteten Schutzsystems, sowie den Namen und die Anschrift des Herstellers;
- g) eine Beschreibung des Schutzsystems und seiner Funktion;
- h) eine Beschreibung des praktizierten Messprotokolls;
- i) ein Diagramm mit den Messungen, durch das, wenn möglich, ein Vergleich «vor/nach» der Einrichtung des Schutzsystems angestellt werden kann;

j) ein Schema mit Sicht von oben, das die Anordnung der Wellenquelle, des Schutzsystems und der Messgeräte darstellt;

k) eine Tabelle, in der die verschiedenen Messwerte angeführt werden;

l) ein Schema mit Seitensicht, das die verschiedenen Isokurven darstellt, die zur Verständlichkeit der Darlegung als notwendig betrachtet werden;

m) die Schlussfolgerungen, was die Fähigkeit des Schutzsystems betrifft, die nicht ionisierenden Strahlungen zu mindern oder zu absorbieren.

Art. 27 - Die Ergebnisse der Messkampagne werden spätestens innerhalb von sechzig Tagen, die auf den Antrag auf einen Bericht folgen, an den Betreiber der ortsfesten Sendeantenne gesandt.

Der Betreiber verfügt über fünfzehn Tage ab dem Erhalt der Ergebnisse, um seine Bemerkungen schriftlich gelten zu lassen oder um an einer Anhörung mit dem Laboratorium teilzunehmen. Nach der Anhörung verfasst das Laboratorium einen Anhörungsbericht.

Wenn die Bemerkungen des Betreibers gerechtfertigt sind, überprüft das Laboratorium erneut seinen Bericht.

Der Schlussbericht wird unter Beifügung der Bemerkungen des Betreibers und gegebenenfalls des Anhörungsprotokolls an die betroffene(n) Gemeinde(n), den mit der Überwachung beauftragten Beamten und den Betreiber gesandt.

Art. 28 - Jeder auf der Grundlage des Artikels 6 des Dekrets verfasste Bericht wird der Verwaltung im elektronischen PDF-Format übermittelt.

Art. 29 - Die für das Verteidigungsministerium, das ASTRID-Netz, die SNCB Holding und Belgocontrol verfassten Berichte werden nicht veröffentlicht und nicht an die betroffene(n) Gemeinde(n) gesandt. In diesem Fall übermittelt das Laboratorium innerhalb der in Artikel 6, § 1, Absatz 3, und § 2, Absatz 4 des Dekrets erwähnten Frist den Letzteren die Information, laut der die ortsfeste Sendeantenne die in Artikel 4 des Dekrets erwähnte Immissionsgrenze beachtet oder nicht.

TITEL IV — Berechnung der Fristen und Mittel zur Bekanntgabe

Art. 30 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses werden folgende Mittel zur Bekanntgabe benutzt:

1° Einschreiben gegen Empfangsbestätigung;

2° Zustellung durch den Gerichtsvollzieher;

3° Abgabe gegen Abnahmebescheinigung.

Wenn der Tag des Erhalts einer Urkunde den Ausgangspunkt einer Frist darstellt, ist dieser nicht inbegriffen.

Der Verfalltag wird in der Frist aufgenommen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird der Verfalltag auf den nachfolgenden Werktag verlegt.

TITEL V — Kontrolle

Art. 31 - Der Verantwortliche des zugelassenen Laboratoriums erlaubt den Bediensteten der Verwaltung zu jeder Zeit den Zugang zu den Räumlichkeiten.

Er übermittelt den Bediensteten der Verwaltung auf deren Anfrage jegliche Auskünfte bezüglich der eingesetzten Methoden und Techniken.

TITEL VI — Abänderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 32 - Die Anträge auf einen Bericht können an das "ISSeP" ("Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) gerichtet werden und von Letzterem bearbeitet werden, solange kein Laboratorium seine Zulassung erhalten hat.

Art. 33 - In Artikel R. 87 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches wird ein Punkt 11° mit folgendem Wortlaut eingefügt: "das Dekret vom 3. April 2009 über den Schutz gegen die etwaigen gesundheitsschädlichen Auswirkungen und die Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden."

Art. 34 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel R. 93bis mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Die Bediensteten der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die zur Abteilung Polizei und Kontrollen gehören, werden mit der Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen das Gesetz vom 3. April 2009 über den Schutz gegen die etwaigen gesundheitsschädlichen Auswirkungen und die Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden, beauftragt."

Art. 35 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Februar 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE 1

Formular zur Beantragung einer Zulassung in Sachen nicht ionisierende Strahlungen

An folgende Anschrift zu richten:

Directeur général, DGARNE
Avenue Prince de Liège, 15
5100 JAMBES

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld

Akte Nr.:

Bemerkungen:

1. Identität des Antragstellers:

Bezeichnung:

Anschrift: Straße:..... Nr. :..... BFK :.....

PLZ:..... Ortschaft:

Gemeinde :.....

Tel. Büro:..... Fax Büro :

Mit der Führung des Labors beauftragte Person:

Name, Vorname:

Anschrift : Straße:..... Nr. :..... BFK :.....

PLZ:.... Ortschaft:.....

Gemeinde:.....

Tel. Büro :..... Fax Büro:.....

Tel. Privat :..... Handy:

2. Zulassungskategorien:

Die Zulassung wird für folgende Kategorien beantragt (*) :

1° Test oder Kontrolle der Geräte oder Betriebe, die dazu bestimmt sind, nicht ionisierende Strahlungen zu erzeugen, um zu prüfen, ob sie die Bestimmungen des Dekrets einhalten:

JA NEIN

2° Test oder Kontrolle der Geräte, die dazu bestimmt sind, nicht ionisierende Strahlungen zu mindern oder zu absorbieren:

JA NEIN

3. Auskünfte, die als Anlage beizufügen sind:

a) Verfügbare Räume (Büros, Laboratorien, spezifische Räume), wobei zu unterscheiden sind:

- Räume, von denen der Antragsteller Eigentümer ist;
- Räume, von denen der Antragsteller der Halter in jeder anderen Eigenschaft ist, durch die ihm die ununterbrochene Verfügbarkeit oder ein ununterbrochenes Nutzungsrecht gewährt wird, wobei die Dauer dieser fortwährenden Verfügung oder Nutznießung näher anzugeben ist;

b) Verfügbare(s) Material und Geräte, die die Messgeräte und das EDV-Material umfassen, wobei zu unterscheiden sind:

- das Material, von dem der Antragsteller Eigentümer ist;
- das Material, von dem der Antragsteller der Halter in jeder anderen Eigenschaft ist, durch die ihm die unterbrochene Verfügbarkeit oder Nutznießung gewährt wird, wobei die Dauer dieser fortwährenden Verfügung oder Nutznießung ein ununterbrochenes Nutzungsrecht anzugeben ist;

c) Die spezifischen Simulationssoftwares;

d) Diplome, Qualifikationen oder Referenzen des Antragstellers sowie gegebenenfalls des durch einen Arbeitsvertrag an den Antragsteller gebundenen technischen Personals und seiner eventuellen Subunternehmer;

e) Gegebenenfalls ein kurzer Tätigkeitsbericht, der die drei letzten Jahre deckt und der die Liste der in den verschiedenen Bereichen des Elektromagnetismus durchgeführten Studien und Arbeiten angibt;

f) wenn der Antragsteller bereits Anforderungen und Kontrollen unterliegt, die wegen ihrer Zweckbestimmtheit mit den Bedingungen für die Gewährung der in dem vorliegenden Erlass erwähnten Zulassung in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union gleichwertig oder wesensmäßig vergleichbar sind: die Belegstücke, die den Nachweis erbringen, dass sein Diplom der Zulassung entspricht, sowie die Rechtsvorschriften, aufgrund deren das Diplom erteilt wurde.

4. Ehrenwörtliche Erklärung:

Der Antragsteller bescheinigt auf Ehrenwort, dass die oben angegebenen und als Anlage beigefügten Auskünfte richtig sind und dass weder er, noch eines seiner Mitglieder des technischen Personals ein direktes Interesse an einem Unternehmen hat, das für die Minderung oder Absorption der nicht ionisierenden Strahlungen bestimmtes Material herstellt oder in den Handel bringt oder das ortsfeste Sendeantennen betreibt. Der Antragsteller verpflichtet sich, seine Unparteilichkeit und Objektivität zu beweisen, die zur Erfüllung seiner Aufgaben erforderlich sind.

Datum, Name, Vorname und Unterschrift des Antragstellers:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2012 über verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE 2

Zeichen und Anschrift des Laboratoriums

Datum

**BERICHT ÜBER DIE KONTROLLE UND DIE
MESSUNG DER NICHT IONISIERENDEN
STRAHLUNGEN, DIE VON ORTSFESTEN
SENDEANTENNEN VERURSACHT WERDEN**

Gemeinde: Betreiber:

Referenz des Betreibers:

Inhaltsverzeichnis

1. Vorwort

2. Angewandte Norm

3. Kontroll- und Messverfahren

4. Verwendete Geräte

5. Ortsfeste Sendeantennen, die Gegenstand einer Kontrolle und von Messungen sind

6. Feststellung der von der Anlage ausgestrahlten Frequenzen

7. Intensität der elektromagnetischen Abstrahlung an den Aufenthaltsorten

7.1 Unmittelbar an den Aufenthaltsorten durchgeführte Messungen

7.2 Feld an den Aufenthaltsorten, das von einer indirekten Messung abgeleitet wird

7.3 Kein Aufenthaltsort in unmittelbarer Nähe der ortsfesten Sendeantennen

8. Schlussfolgerungen

1. Vorwort**Tabelle 1. Allgemeine Daten**

Anschrift	
Lambert-Koordinaten	
Art des Stellplatzes	
Betreiber	
Referenz des Geländes des Betreibers	
Messungen und Kontrollen durchgeführt von	
Datum der Messungen und Kontrollen	

2. Angewandte Norm**3. Kontroll- und Messverfahren****4. Verwendete Geräte****5. Ortsfeste Sendeantennen, die Gegenstand einer Kontrolle und von Messungen sind**

[Enthält mindestens:

- einen Plan, der das Gebiet, die Standorte der kontrollierten ortsfesten Sendeantennen und die Stellen der Messungen darstellt;
- eine kurze Beschreibung des Gebiets, in dem sich die ortsfesten Sendeantennen befinden (Balkon, Gittermast, Dach eines Gebäudes, usw.);
- die eventuellen Schwierigkeiten, denen an Ort und Stelle begegnet wird (Aufenthaltsorte, ungünstige Wetterlage, usw.)]

Tabelle 2. Merkmale der ortsfesten Sendeantennen

Antenne	Netz	Frequenzband (Sendung)	Hersteller der Antenne	Antennentyp (Referenznr. des Herstellers)	Richtungswinkel (im Verhältnis zum Norden)	Höhe der Antennenmitte im Verhältnis zum Boden	Gesamtleistung (am Antenneneintritt)	Elektrischer Neigungswinkel	Mechanischer Neigungswinkel	Anzahl der Sendefrequenzen	Frequenzen	Scrambling-Code
Einheiten:		MHz			Grade	m	W	Grade	Grade		MHz	

6. Feststellung der von der Anlage ausgestrahlten Frequenzen

**Tabelle 3. Frequenz des Kontrollkanals
und Gesamtzahl der Trägerwellen bei der Kontrolle**

Antenne	Netz	Frequenz des Kontrollkanals	Anzahl der Sendefrequenzen
<i>Einheiten:</i>	-	<i>MHz</i>	-

7. Intensität der Strahlungen an den Aufenthaltsorten

7.1 Unmittelbar an den Aufenthaltsorten durchgeführte Messungen

[Begleittext, der mindestens Folgendes enthält:

- *ein Schema der Örtlichkeiten, das die Stellen der Messpunkte darstellt;*
- *eine einschlägige Beschreibung zur Erläuterung, warum die Messungen an bestimmten Stellen durchgeführt wurden (Angabe des Vorhandenseins eines Fensters, eines Bereichs, an dem man sich während langer Perioden aufhält, usw.)]*

Tabelle 4. Elektromagnetisches Feld an den Aufenthaltsorten

1	2	3	4	5	6
Aufenthalts orte	Etage und Lokal	Messstellen	Maximales Feld pro Antenne	Netz	Antenne
<i>Einheiten:</i>	-	-	<i>Volt/Meter</i>	-	-

Anmerkungen:

7.2 Feld an den Aufenthaltsorten, das von einer indirekten Messung abgeleitet wird**Tabelle 4. Elektromagnetisches Feld, von dem eine indirekte Messung abgezählt wird**

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Lokalisierung der Messstelle und Markierung	Maximales Feld pro Antenne an der Messstelle	Netz	Antenne	Höhe der Messstelle	Aufenthaltsort	Art(en)(en) der Korrektur	Gesamtkorrektur	Maximales Feld pro Antenne am Aufenthaltsort
<i>Einheiten:</i>	<i>Volt/Meter</i>	-	-	<i>m</i>	-	-	<i>dB</i>	<i>Volt/Meter</i>

Anmerkungen:

7.3 Kein Aufenthaltsort in der unmittelbaren Nähe der Antennen**Tabelle 6. Elektromagnetisches Feld an verschiedenen zugänglichen Orten**

1	2	3	4
Lokalisierung der Messstelle und Markierung	Maximales Feld pro Antenne an der Messstelle	Netz	Antenne
<i>Einheiten:</i>	<i>Volt/Meter</i>	-	-

Anmerkungen:

8. Schlussfolgerung

[Kann im Falle einer Überschreitung eventuelle Vorschläge für Änderungen enthalten, um die Beachtung der Grenzwerte zu gewährleisten]

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2012 über verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 3. April 2009 über den Schutz gegen etwaige gesundheitsschädliche Auswirkungen und Belästigungen, die durch die durch ortsfeste Sendeantennen erzeugten nicht ionisierenden Strahlungen verursacht werden, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Februar 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 833

[C – 2012/27033]

9 FEBRUARI 2012. — Besluit van de Waalse Regering betreffende diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden

De Waalse Regering,

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.140, § 1 en D.147;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden, inzonderheid op de artikelen 5/1, 6 en 9, gewijzigd bij het decreet van 26 oktober 2011;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op advies 49.157/4 van de Raad van State, gegeven op 31 januari 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies 50.712/4 van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit besluit heeft met name als doel :

1^o de modaliteiten vast te stellen voor de erkenning van de personen, laboratoria of openbare of private instellingen die kunnen worden belast met :

a) het uittesten van of de controle op de toestellen of inrichtingen die niet-ioniserende stralingen kunnen veroorzaken;

b) het uittesten van of de controle op de toestellen die niet-ioniserende stralingen moeten dempen of opslorpen;

2^o de modellen van de meetprotocollen en de modaliteiten betreffende de opmaking en de inhoud van de verslagen opgemaakt door de erkende personen, laboratoria of openbare of particuliere instellingen vast te stellen.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o decreet : het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden;

2^o laboratorium : elke persoon, elke openbare of private instelling of elk laboratorium die één van de in artikel 1 bedoelde opdrachten vervullen;

3^o bestuur : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, vertegenwoordigd door zijn directeur-generaal;

4^o iso-waardecurve : de curve langs welke de immissie voortgebracht door een stationaire zendantenne in het gekozen plan constant is. Het tracé van die curve hangt af van de technische eigenschappen van de stationaire zendantenne (met inbegrip van het vermogen op de ingang ervan, enz.) en van het gekozen plan;

5^o bewoner : voor de woonplaatsen (huizen en appartementen) gaat het om elke persoon die de plaats als eigenaar of huurder tijdens de meetcampagne bewoont. Voor de andere verblijfplaatsen (werkplaatsen, voor sport bestemde gebieden, ziekenhuizen, scholen, enz.) gaat het om de eigenaar of de voor de plaats verantwoordelijke (directeur, beheerder, enz.);

6^o Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw.

TITEL II. — *Erkenningsmodaliteiten van de laboratoria*

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 3. De erkenning van de laboratoria wordt onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden door het bestuur toegekend voor een termijn van vijf jaar.

Art. 4. De erkenning wordt toegekend voor één of verschillende van de volgende categorieën :

1^o het uittesten van of de controle op de toestellen of inrichtingen die niet-ioniserende stralingen kunnen veroorzaken om na te gaan of zij het decreet naleven;

2^o het uittesten van of de controle op de toestellen die niet-ioniserende stralingen moeten dempen of opslorpen.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningscriteria*

Art. 5. De erkenningsaanvrager bewijst minstens aan de hand van een technisch formulier dat hij tenminste over de hieronder beschreven simulatietoestellen en Bsoftware beschikt in volle eigendom of in elke andere hoedanigheid die hem de beschikking of het voortdurend genot verleent :

1^o een selectieve meetapparatuur die voldoet aan de eisen bepaald in § 8.2.2. (eisen betreffende de selectieve meetsystemen in frequentie) van norm EN 50492 of van de herzieningen ervan. De meetuitrusting zal de frequentieband waarin de te controleren stationaire zendantennes uitzenden, moeten dekken.

2^o een computer;

3^o een software waarmee iso-waardecurven getraceerd kunnen worden naar gelang van de technische eigenschappen van de betrokken stationaire zendantenne. Deze software wordt gegrond op de propagatievergelijkingen in verre veld die gewoonlijk worden aangenomen en houdt rekening met het eventuele leidinggevend karakter van de stationaire zendantenne.

Art. 6. De in artikel 5, 1^o, bedoelde meetapparatuur wordt geïjkt en geregeld overeenkomstig de in § 8.2.2.3. (ijking en regeling) van norm EN 50492 of van de herzieningen ervan bepaalde eisen. De periodiciteit van de ijking is welke die door de constructeur aanbevolen wordt, maar ze mag niet hoger dan twee jaar zijn.

Art. 7. De erkenningsaanvrager verklaart dat hijzelf of een lid van zijn technisch personeel houder is van een Masterdiploma in de wetenschappen - burgerlijk ingenieur of in de wetenschappen - industrieel ingenieur met één van de volgende doeleinden :

- 1° Elektriciteit;
- 2° Elektronica;
- 3° Elektromechanica;
- 4° Fysica;
- 5° Telecommunicatie;
- 6° Polytechnische.

Het diploma kan ook een gelijkwaardig diploma zijn dat van het masterdiploma afgeleverd is.

De houder van een diploma bedoeld in de leden 1 en 2 bewijst van een beroepservaring van minstens drie jaar in een bureau, een instelling of een dienst die meetcampagnes op site uitvoert of die de niet-ioniserende stralingen onderzoekt.

Art. 8. De erkenningsaanvrager en de leden van zijn technisch personeel mogen geen rechtstreeks belang hebben in een bedrijf dat werkt in de volgende activiteitsvelden :

- 1° de vervaardiging of de handel van materieel dat niet-ioniserende stralingen moet dempen of opslorpen;
- 2° de exploitatie van stationaire zendantennes.

De erkenningsaanvrager verbindt zich ertoe de testen en controles uit te voeren met de voor de uitvoering van zijn opdrachten vereiste onpartijdigheid en objectiviteit.

HOOFDSTUK III. — *Procedure voor de toekenning van de erkenning*

Art. 9. De erkenningsaanvraag wordt in één exemplaar bij het bestuur ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model in bijlage 1 wordt vermeld.

In het geval van een verlenging van de erkenning wordt de erkenningsaanvraag ingediend uiterlijk binnen zes maanden voor de vervaldatum van de lopende erkenning.

Art. 10. De erkenningsaanvraag omvat de volgende vermeldingen en documenten :

- 1° de naam en het adres van de aanvrager;
- 2° als het gaat om een rechtspersoon, zijn precieze identificatie en het adres van de griffie van de handelsrechtbank waar zijn dossier wordt bewaard;
- 3° de diploma's, kwalificaties en referenties van de aanvrager, alsook van het technisch personeel dat door een arbeidscontract aan de aanvrager gebonden is, en van de eventuele onderaannemers;
- 4° de in artikel 5 bedoelde technische middelen;
- 5° de in artikel 4 bedoelde categorie(ën) waarvoor hij de erkenning aanvraagt;
- 6° in voorkomend geval een beknopt activiteitenverslag over de drie laatste jaren met de lijst van de onderzoeken en werken in de verschillende domeinen van elektromagnetisme;
- 7° een verklaring of erewoord waarbij wordt bevestigd dat de aanvrager, noch de leden van zijn technisch personeel een rechtsreeks belang hebben in een bedrijf dat materiaal ter demping of opslorping van de niet-ioniserende stralingen produceert of in de handel brengt of dat stationaire zendantennes uitbaat en waarin de erkenningsaanvrager zich ertoe verbindt de testen en controles uit te voeren met de voor de uitvoering van zijn opdrachten vereiste onpartijdigheid en objectiviteit;
- 8° wanneer de aanvrager reeds onderworpen is aan eisen en controles die gelijkwaardig of wegens hun doelgerichtheid wezenlijk vergelijkbaar zijn met de voorwaarden voor de toekenning van de in dit besluit bedoelde erkenning in België of in een andere Lidstaat van de Europese Unie, de bewijsstukken waaruit blijkt dat zijn diploma gelijkwaardig is aan de erkenning alsmede de rechtsbepalingen krachtens welke het diploma is verkregen.

Art. 11. De erkenningsaanvraag is onvolledig indien krachtens artikel 10 vereiste inlichtingen of documenten ontbreken.

Bovendien is de aanvraag onontvankelijk indien :

- 1° ze in strijd met de artikelen 9, eerste lid, en 30, ingediend is;
- 2° ze tweemaal onvolledig is verklaard;
- 3° de aanvrager de gevraagde inlichtingen of documenten niet verstrekt binnen de in artikel 12, § 2, tweede lid bedoelde termijn.

Art. 12. § 1. Het bestuur stuurt een bericht van ontvangst naar de erkenningsaanvrager binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen van de datum waarop het de aanvraag overeenkomstig artikel 9 ontvangt.

Het bericht van ontvangst vermeldt :

- 1° de datum waarin de aanvraag is ontvangen;
- 2° de termijn waarin de beslissing moet genomen worden;
- 3° de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties om zich daarover uit te spreken, evenals de na te leven vormen en termijnen;
- 4° de vermelding dat de erkenning bij gebrek aan antwoord binnen de voorgeschreven termijn wordt geweigerd.

§ 2. Het bestuur stuurt de aanvrager zijn beslissing over het volledige en onontvankelijk karakter van de aanvraag binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag waarop het in § 1 bedoelde bericht van ontvangst heeft gestuurd.

Als de aanvraag onvolledig is, deelt het bestuur de ontbrekende inlichtingen en documenten aan de aanvrager mede. De aanvrager beschikt dan over twintig dagen na ontvangst van de in het vorige lid bedoelde beslissing om de gevraagde aanvullende gegevens over te maken aan het bestuur.

Binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvullende gegevens stuurt het bestuur de aanvrager zijn beslissing over het volledige en ontvankelijk karakter van de aanvraag. Als het bestuur een tweede keer de aanvraag onvolledig bevindt, verklaart het ze onontvankelijk.

Art. 13. Het bestuur stuurt zijn beslissing uiterlijk binnen de zestig dagen te rekenen van :

1° de dag waarop het zijn beslissing over het volledige en ontvankelijk karakter van de aanvraag heeft gezonden;

2° in voorkomend geval, de dag volgend op de termijn waarover het beschikte om zijn beslissing over het volledige en ontvankelijk karakter van de aanvraag te versturen.

Art. 14. De beslissing vermeldt de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties om zich daarover uit te spreken, evenals de na te leven vormen en termijnen.

Indien het binnen de in artikel 13 bedoelde termijnen zijn beslissing niet stuurt, wordt de erkenning geweigerd.

De beslissing over de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De lijst van de erkenningen wordt op de Internetsite van het bestuur bekendgemaakt.

Art. 15. In geval van wijziging van één of verschillende gegevens van de erkenningsaanvraag, zoals bedoeld in artikel 10 verwittigt de houder van de erkenning onmiddellijk het bestuur.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging, opschorting en intrekking van de erkenning*

Art. 16. De erkenning kan gewijzigd, ingetrokken of opgeschort worden :

1° in geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel 10, die zulks zou kunnen rechtvaardigen;

2° als de criteria tot vaststelling van de erkenning niet meer vervuld zijn;

3° wanneer de onderzoeken en werken van onvoldoende kwaliteit geacht worden of in hoofde van de houder van de erkenning niet blijken te geven van de onpartijdigheid en de objectiviteit vereist voor de uitvoering van de opdrachten waarvoor hij erkend is.

Art. 17. § 1. Het bestuur informeert de houder van de erkenning over zijn voornemen om de erkenning op te schorten of in te trekken en deelt hem wat volgt mede :

1° de redenen die de overwogen maatregel rechtvaardigen;

2° dat de houder van de erkenning de mogelijkheid heeft om schriftelijk zijn verweermiddelen uiteen te zetten binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van de waarschuwing en dat hij bij die gelegenheid het recht heeft om het bestuur erom te verzoeken zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen;

3° dat de houder van de erkenning het recht heeft om zich te laten bijstaan dan wel vertegenwoordigen door een raadsman;

4° dat de houder van de erkenning het recht heeft inzage in zijn dossier te krijgen.

Het bestuur bepaalt, in voorkomend geval, de dag waarop de houder van de erkenning erom verzocht wordt om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen.

§ 2. Het bestuur stuurt zijn beslissing aan de houder van de erkenning binnen zestig dagen te rekenen vanaf, volgens het geval, de ontvangst van zijn verweermiddelen of van de voordracht van zijn verdediging.

De beslissing vermeldt de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties om zich daarover uit te spreken, evenals de na te leven vormen en termijnen.

Art. 18. De beslissing tot intrekking, opschorting of wijziging van de erkenning wordt op de wijze bedoeld in artikel 14, derde en vierde lid, bekendgemaakt.

TITEL III. — *Coördinatie, protocol van de metingen en verslag*

HOOFDSTUK I. — *Coördinatie*

Art. 19. De krachtens de artikelen 5/1 en 6 van het decreet aangewezen dienst is het bestuur.

Alvorens een verslag tot vaststelling van de naleving van de immissie grens te vragen, stuurt (sturen) de betrokken gemeente(n) of de met toezicht belaste ambtenaar hun aanvraag per e-mail aan het bestuur. Deze aanvraag vermeldt met name de juiste lokalisatie en de referentie van de stationaire zendantenne.

Art. 20. Het bestuur gaat na of de bedoelde stationaire zendantenne geen voorwerp uitmaakt van een aanvraag om verslag door een andere instantie of geen voorwerp heeft uitgemaakt van een verslag waarvan de geldigheidsduur niet is verstreken. Het bestuur stuurt zijn beslissing over de al dan niet voortzetting van de aanvraagprocedure binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvraag.

HOOFDSTUK II. — *Meetprotocol*

Art. 21. Onverminderd artikel 4 van het decreet wordt de immissie van een stationaire zendantenne gemeten volgens de procedure bepaald in de §§ 6.3.3. (geval B) en 9 (meetprotocol) van norm EN 50492 of van de herzieningen ervan.

Voor de stationaire zendantennes voor mobiele telefoonnetwerken wordt de immissie gemeten volgens de procedure bepaald in § 10 (evaluatie van de veldamplitude bij het maximaal verkeer van een celnetwerk) van norm EN 50492 of van de herzieningen ervan.

Art. 22. Om een kans voor overschrijding van de immissiegrens binnen te bepalen kan het laboratorium de immissie buiten de meest blootgestelde verblijfplaatsen meten. Indien nodig kan dat laboratorium zich bedienen van de iso-waardecurven van de te controleren stationaire zendantenne om die verblijfplaatsen te bepalen.

In geval van risico voor overschrijding in een verblijfplaats vraagt het laboratorium de machtiging aan de bewoner om er metingen uit te voeren.

Art. 23. Het laboratorium voert de metingen uit in de meest blootgestelde verblijfplaatsen die een overschrijdingsrisico vertonen en dit tot het moment waarop het kan verklaren dat de in artikel 4 van het decreet bedoelde grenswaarde al dan niet nageleefd wordt.

Art. 24. In de verblijfplaatsen worden de metingen aan de blootgestelde kant van de verblijfplaats genomen en nemen ze rekening met de potentiële zwakke punten in de voorgevel (vensters) en met de plaatsen waarin een persoon zich gedurende meerdere uren (bedden, leunstoelen, enz.) kan bevinden.

Art. 25. Indien het onmogelijk is de verblijfplaats te bereiken om redenen zoals de toegangsweigering of herhaalde onbeantwoorde toegangs aanvragen wordt het immissieniveau bepaald op grond van de metingen genomen op de blootgestelde buitengevel van de verblijfplaats.

Een van de volgende verzachtingscoëfficiënten kan gebruikt worden om rekening te houden met de door bepaalde obstakels aangeboden bescherming zoals een gevel of een dak.

Obstakels	Verzachting in dB (Verz.)	Verzachtingscoëfficiënt van het veld
Muur of dak van gewapend beton, gevel of dak uit metaal	15	5,6
Bakstenen muur	5	1,8
Venster	3	1,4

HOOFDSTUK III. — *Verslag*

Art. 26. § 1. Wanneer het verslag opgemaakt wordt om de naleving van de grenswaarde krachtens artikel 6 van het decreet vast te stellen, worden de resultaten van de meetcampagne en alle inlichtingen die nodig zijn voor de interpretatie van de evaluatie voorgesteld overeenkomstig het in bijlage 2 bedoelde model.

§ 2. Het verslag opgemaakt in het kader van het uittesten van of de controle op de toestellen die niet-ioniserende stralingen moeten dempen of opslorpen, omvat minstens :

- a) de naam van het laboratorium belast met het uittesten of de controle;
- b) de naam van de aangestelde verantwoordelijke voor de test- of controlecampagne;
- c) het merk en het type gebruikte meetuitrusting;
- d) een beschrijving van de plaats waar de meetcampagne wordt uitgevoerd (laboratorium, site waar de bescherming wordt geïnstalleerd, enz.);
- e) indien gebruikt, een beschrijving van het systeem voor het weergeven van de niet-ioniserende stralingen van een stationaire zendantenne;
- f) het merk en het type getest beschermingsysteem almede de naam en het adres van de fabrikant;
- g) een beschrijving van het beschermingsysteem en van zijn werking;
- h) een beschrijving van het uitgevoerde meetprotocol;
- i) een diagram dat de metingen voorstelt, indien nodig met een vergelijking « voor/na » van het beschermingsysteem;
- j) een schema met een bovenaanzicht dat de golfbron, het beschermingsysteem en de meetuitrusting vertegenwoordigt;
- k) een tabel met de verschillende gemeten waarden;
- l) een schema met een zijaanzicht dat de verschillende iso-waardecurven die geacht worden nodig te zijn om de uiteenzetting te begrijpen, vertegenwoordigt;
- m) de conclusies betreffende de capaciteit van het beschermingsysteem om niet-ioniserende stralingen te dempen of op te slorpen.

Art. 27. De resultaten van de meetcampagne worden aan de exploitant van de stationaire zendantenne gestuurd uiterlijk binnen zestig dagen volgend op de aanvraag om verslag.

De exploitant beschikt over vijftien dagen na ontvangst van de resultaten om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen of om deel te nemen aan een verhoor met het laboratorium. Na het verhoor maakt het laboratorium een verhoorverslag op.

Wanneer de opmerkingen van de exploitant gegrond zijn, onderzoekt het laboratorium zijn verslag opnieuw.

Het eindverslag wordt samen met de opmerkingen van de exploitant en, in voorkomend geval, van het proces-verbaal van het verhoor gestuurd aan de betrokken gemeente(n), aan de met toezicht belaste ambtenaar en aan de exploitant.

Art. 28. Elk verslag dat op grond van artikel 6 van het decreet wordt opgemaakt, wordt onder elektronisch formaat pdf. aan het bestuur gezonden.

Art. 29. De verslagen opgemaakt voor het Ministerie van Landsverdediging, het ASTRID-net, de NMBS Holding en Belgocontrol worden niet bekendgemaakt, noch gezonden aan de betrokken gemeente(n). In dit geval stuurt het laboratorium laatstgenoemden de informatie volgens welke de stationaire zendantenne de in artikel 4 van het decreet bedoelde immissiegrens al dan niet naleeft, binnen de termijn bedoeld in artikel 6, § 1, derde lid, en § 2, vierde lid, van het decreet.

TITEL IV. — *Berekening van de termijnen en communicatiewijzen*

Art. 30. Voor de toepassing van dit besluit worden de volgende communicatiewijzen gebruikt :

1° aangetekend schrijven met ontvangstbericht;

2° de betekening bij deurwaardersexploot;

3° neerlegging tegen ontvangstbewijs.

Wanneer de dag van ontvangst van een akte het begin van een termijn vormt, wordt die dag niet inbegrepen.

De vervaldatum wordt in die termijn meegererekend. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

TITEL V. — *Controle*

Art. 31. De voor het laboratorium erkende verantwoordelijke machtigt de personeelsleden van het bestuur om op elk ogenblik toegang te hebben tot de lokalen.

Op verzoek deelt hij de personeelsleden van het bestuur elke informatie betreffende de uitgevoerde methoden en technieken mede.

TITEL VI. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 32. De aanvragen om verslagen kunnen aan het « ISSeP » gericht worden en door laatstgenoemd behandeld worden zolang geen laboratorium zijn erkenning heeft gekregen.

Art. 33. In artikel R. 87 van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt : « het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden. »

Art. 34. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel R. 93bis ingevoegd, luidend als volgt : « De personeelsleden van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, die deel uitmaken van het Departement Ordehandhaving en Controles Wijzigingen worden belast met de opsporing en de vaststelling van de inbreuken op het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden. »

Art. 35. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 februari 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE 1.

Formulier voor de erkenningsaanvraag inzake niet-ioniserende stralingen

Op volgend adres terug te zenden :

Directeur-generaal, DGARNE
Avenue Prince de Liège, 15
5100 JAMBES

Op volgend adres terug te zenden :

Vak voorbehouden voor het bestuur
Dossiernummer :
Opmerkingen :

1. Identificatie van de aanvrager :

Benaming :
Adres : Straat : Nr. : bus :
Postcode : Plaats :
Gemeente :
Tel. Bureau : Fax bureau :
Persoon belast met de leiding van het laboratorium :
Naam, voornaam
:
Adres : Straat : Nr. : bus :
Postcode : Plaats :
Gemeente :
Tel. Bureau : Fax bureau :
Tel Privé : Tel mobile

2. Erkenningcategorieën :

De erkenning wordt aangevraagd voor de volgende aangelegenheden (*) :

1° het uittesten van of de controle op de toestellen of inrichtingen die niet-ioniserende stralingen kunnen veroorzaken om na te gaan of zij het decreet naleven :

JA NEE

2° het uittesten van of de controle op de toestellen die niet-ioniserende stralingen kunnen dempen of opslorpen:

JA NEE

3. In bijlage bij te voegen inlichtingen:

- a) Beschikbare lokalen (kantoren, laboratoria, specifieke zalen) met een onderscheiding tussen:
- de lokalen waarvan de aanvrager de eigenaar is; en
 - de lokalen waarvan de aanvrager in het bezit is in elke andere hoedanigheid die hem de beschikking of het volle genot daarvan verleent, waarbij de duur van de beschikking of van het volle genot onderscheiden wordt;
- b) Beschikbaar materieel of apparatuur dat het selectieve meetmaterieel en het informaticamaterieel omvat, met een onderscheiding tussen:
- het materieel waarvan de aanvrager de eigenaar is; en
 - het materieel waarvan de aanvrager in het bezit is in elke andere hoedanigheid die hem de beschikking of het volle genot daarvan verleent, waarbij de duur van de beschikking of van het volle genot onderscheiden wordt;
- c) De specifieke simulatiesoftware;
- d) De diploma's, kwalificaties en referenties van de aanvrager, alsook, in voorkomend geval, van het technisch personeel dat door een arbeidscontract aan de aanvrager gebonden is, en van zijn onderaannemers;
- e) In voorkomend geval het beknopte activiteitenverslag over de drie laatste jaren met de lijst van de onderzoeken en werken in de verschillende domeinen van elektromagnetisme wordt vermeld;
- f) wanneer de aanvrager reeds onderworpen is aan eisen en controles die gelijkwaardig of wegens hun doelgerichtheid wezenlijk vergelijkbaar zijn met de voorwaarden voor de toekenning van de in dit besluit bedoelde erkenning in België of in een andere Lidstaat van de Europese Unie, de bewijsstukken waaruit blijkt dat zijn diploma gelijkwaardig is aan de erkenning alsmede de rechtsbepalingen krachtens welke het diploma is verkregen.

4. Verklaring op erewoord

De aanvrager verklaart op erewoord dat bovenstaande gegevens, die als bijlage bij dit besluit gaan, juist zijn en dat hijzelf noch de leden van zijn technisch personeel een rechtsreeks belang hebben in een bedrijf dat materiaal ter demping of opslorping van de niet-ioniserende stralingen produceert of in de handel brengt of dat stationaire zendantennes uitbaat. De aanvrager verbindt zich ertoe om de testen en controles uit te voeren met al de voor de uitvoering van zijn opdrachten vereiste onpartijdigheid en objectiviteit

Datum, naam, voornaam en ondertekening van de aanvrager:

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2012 betreffende diverse maatregelen voor de uitvoering het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden.

Namen, 9 februari 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE 2

Logo en adres van het laboratorium

Datum

**VERSLAG OVER DE CONTROLE OP EN DE
METING VAN DE NIET-IONISERENDE
STRALINGEN DIE DOOR STATIONAIRE
ZENDANTENNES GEGENEREERD WORDEN**
Gemeente: - Exploitant:
Referentie van de exploitant:

Inhoudstafel.

1. Aanhef

2. Toegepaste norm

3. Controle- en meetprocedure

4. Gebruikte uitrustingen

5. Stationaire zendantennes die het voorwerp uitmaken van controles en metingen

6. Opsporing van de gestraalde frequenties door de installatie

7. Intensiteit van de elektromagnetische straling in de verblijfplaatsen

7.1 In de verblijfplaatsen rechtstreeks genomen maatregelen

7.2 Veld in de verblijfplaatsen afgetrokken van een onrechtstreekse meting

7.3 Geen verblijfplaats in de onmiddellijke nabijheid van de stationaire zendantennes

8. Conclusies

Opmerkingen:

7.2 Veld in de verblijfplaatsen afgetrokken van een onrechtstreekse meting

Tabel 4. Elektromagnetisch veld afgetrokken van een onrechtstreekse meting

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Lokalisatie van de meetplaats en merkteken	Maximaal veld per antenne in de meetplaats	Net	Antenne	Hoogte van de meetplaats	Verblijfplaats	Type(n) verbetering	Totale verbetering	Maximaal veld per antenne in de verblijfplaats
Eenheden :	V/m	-	-	m	-	-	dB	V/m

Opmerkingen:

7.3 Geen verblijfplaats in de onmiddellijke nabijheid van de antennes

Tabel 6. Elektromagnetisch veld in verschillende bereikbare plaatsen

Lokalisatie van de meetplaats en merkteken	Maximaal veld per antenne in de verblijfplaats	Net	Antenne
Eenheden :	V/m	-	-

Opmerkingen:

8. Conclusies

[Bij overschrijding kan eventuele wijzigingsvoorstellen voor de naleving van de grenswaarden omvatten]

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2012 betreffende diverse maatregelen voor de uitvoering het decreet van 3 april 2009 betreffende de bescherming tegen de eventuele schadelijke effecten en de hinder van de niet-ioniserende stralingen die door stationaire zendantennes gegenereerd worden.

Namen, 9 februari 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY